

COMITE DIRECTEUR DE LA FFE 18-19 JUIN 2016

REGLEMENT INTERIEUR DIRECTION NATIONALE DE L'ARBITRAGE

PREAMBULE

Ce règlement intérieur a été établi à partir des travaux menés lors d'une réunion entre arbitres tenue à Lyon les 4 et 5 mars 1989. La Direction Nationale de l'Arbitrage, s'était alors proposée comme objectifs de mettre en place une restructuration de l'arbitrage visant à uniformiser sur le territoire national les pratiques et les formations, tout en revalorisant la fonction d'arbitre.

TITRE I : LES OBJECTIFS

ARTICLE 1 : VALIDATION PAR LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA F.F.E.

Le présent règlement intérieur, qui définit le rôle et le fonctionnement de la D.N.A, a été approuvé par le Comité Directeur de la F.F.E. du 30.4.1989. Il a été amendé par les Comités Directeurs des 21.10.1989, 28.1.1990, 26.1.1991, 26.5.1992, 13.6.1992, 4.7.1992, 22.5.1993, 24.8.1997, 22.3.1998, 21.6.1998, 21.10.2000, 7.4.2001, 20.10.2001, 20.03.2004, 30.10.2005, 08.10.2006, 28.06.2009, 20.06.2010, 5.11.2011, 29.01.2012, 11.11.2012, 09.02.2014, 21.06.2014 et **19.06.2016**. Le présent texte abroge et remplace le précédent Règlement Intérieur de la D.N.A. Mise en application le 1er **septembre 2016**.

ARTICLE 2 : MISSIONS

La F.F.E confie à la D.N.A les missions suivantes :

- Former les arbitres avec rigueur en organisant des stages de formation
- Valider ces formations en organisant des sessions d'examens
- Décerner les titres d'arbitres fédéraux
- Diffuser, après traduction en langue française, les nouveaux textes officiels de la FIDE relatifs à l'arbitrage et fournir l'accompagnement pédagogique nécessaire à leur bonne compréhension et à leur application
- Harmoniser les savoir-faire, maintenir un haut niveau de connaissances chez les arbitres titrés en organisant des séminaires de formation continue
- Conseiller les arbitres, répondre à leurs problèmes d'arbitrage.
- Fournir aux arbitres fédéraux les moyens de remplir leurs missions à l'aide de divers outils de communication : Livre de l'Arbitre, Bulletin des Arbitres Fédéraux, page « arbitrage » et page « actualités » du site fédéral <http://www.echecs.asso.fr>
- Fournir aux cadres de l'Arbitrage (membres de la D.N.A, Directeurs Régionaux, Formateurs et Superviseurs) des informations susceptibles de les aider à remplir leurs missions.
- Veiller au respect de la Charte des Arbitres telle qu'elle est définie dans le présent règlement intérieur, et prendre les mesures nécessaires pour la faire appliquer
- Veiller à ce que toutes les opérations liées au traitement des tournois incombant au corps arbitral soient convenablement effectuées
- Veiller à ce que le corps arbitral respecte et fasse respecter les règles et les règlements, diligenter d'éventuels contrôles de la part des superviseurs d'arbitrage, engager envers les collègues qui s'obstineraient à ne pas remplir leur mission de façon satisfaisante les opérations pouvant mener à la suspension temporaire ou définitive de la licence d'arbitre.
- Gérer le budget alloué à l'arbitrage

TITRE II : L'ORGANISATION

ARTICLE 3 : COMPOSITION DE LA DIRECTION NATIONALE DE L'ARBITRAGE

Article 3.1 : Désignations

La D.N.A se compose de **8 à 10** membres. Le Directeur National de l'Arbitrage est désigné par le Président Fédéral. Le Directeur National de l'Arbitrage propose une liste **d'arbitres**. Ce choix doit être approuvé par le Président Fédéral puis par le Comité Directeur de la F.F.E.

Article 3.2 : Le Directeur National de l'Arbitrage

- Préside et organise les réunions de la Direction Nationale de l'Arbitrage
- Organise le travail au sein de la D.N.A, veille au bon fonctionnement de chacun des secteurs et prend toute disposition utile pour remédier aux éventuels dysfonctionnements
- Est le garant du bon fonctionnement des structures de l'arbitrage, du respect de la Charte des Arbitres et des règlements fédéraux de la part du corps arbitral. Il en est responsable devant le Président et le Comité Directeur de la Fédération
- Assure le secrétariat général, gère le budget et tient les archives de la DNA
- Est le contact avec la Commission des Arbitres de la FIDE (Arbiters Committee) ainsi qu'avec la Commission des Règles de la FIDE (Rules Committee)
- **Organise les séminaires de formation d'arbitres FIDE**
- Soumet au vote du comité directeur de la F.F.E les modifications de textes
- Nomme les superviseurs régionaux, et effectue lui aussi des visites de supervision
- Diligente les visites de supervision
- Participe à la procédure de nomination des arbitres qui officient dans le cadre des grands événements fédéraux (voir Livre de la Fédération)

Article 3.2.1 : Le Directeur National Adjoint de l'Arbitrage

Le DNA adjoint seconde et peut remplacer le Directeur National à sa demande, dans toutes ses fonctions. Il est nommé par le Comité Directeur de la FFE, parmi les membres de la DNA, sur proposition du Directeur National.

Article 3.3 : Le Directeur des Titres, Tournois et Sanctions

- Reçoit les rapports techniques des Tournois des arbitres principaux et des arbitres adjoints (stagiaires, candidats ou titrés sollicitant un titre de niveau supérieur), les vérifie, adresse éventuellement des remarques et les archive après avoir procédé à la mise à jour des dossiers des collègues concernés.
- Tient à jour les attestations et les rapports d'arbitrage
- Gère le fichier national des arbitres, prévient les arbitres de leur nomination et fait délivrer par la F.F.E les licences d'arbitres.
- Gère les titres en relation avec le Directeur des Examens
- Adresse aux joueurs coupables de forfaits non excusés les suspensions automatiques de compétition (voir article 33), comptabilise les avertissements écrits établis par les arbitres, tient à jour la liste des suspendus et la diffuse, prépare et gère les dossiers liés à l'exercice de la compétence disciplinaire interne.

Article 3.4 : Le Directeur des Règlements

- Réactualise en permanence le Livre de l'Arbitre, rédige des articles concernant les modifications des règles et règlements à paraître dans le Bulletin des Arbitres Fédéraux
- Est responsable de la présentation des textes réglementaires relatifs à l'exercice de l'arbitrage, et veille à ce que tout soit mis en œuvre pour que les arbitres fédéraux puissent en prendre connaissance. Il travaille pour cela en étroite collaboration avec le Directeur des Traductions et le Directeur du B.A.F.

Article 3.5 : Le Directeur des Traductions

- Reçoit les nouveaux textes qui lui sont transmis par le Directeur des Règlements et les traduit
- Est responsable de la version française des règles du jeu, qu'il rédige

Article 3.6 : Le Directeur du B.A.F

- Collecte des informations auprès des membres de la DNA et des arbitres

- Assure la rédaction du Bulletin des Arbitres Fédéraux, adresse une copie au DNA, qui délivre l'autorisation de mise en ligne

Article 3.7 : Le Directeur de la Formation

- Coordonne la mise en place des stages, en accord avec les organisateurs et les formateurs
- Gère les sommes allouées au titre de la ligne budgétaire « formation »
- Est la seule personne habilitée à accorder ou refuser l'agrément fédéral préalable, sans lequel un stage ne peut pas faire l'objet du soutien financier donné par la F.F.E.
- **Organise et anime** les stages de formation de formateurs
- Accorde l'U.V. 6 (diplôme de formateur), en collaboration avec le Directeur des Examens

Article 3.8 : Le Directeur des Examens

- Organise les sessions d'examen annuelles
- Met en place les centres d'examens en collaboration avec les Directeurs Régionaux d'Arbitrage
- Coordonne le travail lié à la préparation des sujets, à leur ventilation en temps utiles vers les centres d'examens et veille à la confidentialité absolue de ces opérations
- Reçoit les copies, et les envoie vers les correcteurs de son choix
- Est responsable des opérations visant à rendre anonyme les copies avant envoi vers les correcteurs
- Est responsable de la rédaction des corrigés des sujets et de leur publication dans le BAF
- Envoie en priorité (par courriel) les résultats des UV aux Directeurs Régionaux d'Arbitrage
- Veille à ce que les candidats, lauréats ou non, soient informés des résultats au plus tôt après l'épreuve
- Fournit au Directeur des Titres tous les éléments dont celui-ci a besoin pour la bonne tenue des dossiers des impétrants

Article 3.9 : Les Conseillers Techniques

assistent le Directeur National ainsi que les différents directeurs de secteurs et éventuellement pallient une absence.

ARTICLE 4 : LES SUPERVISEURS NATIONAUX ET RÉGIONAUX

Article 4.1 : Rôle

Les superviseurs sont des arbitres fédéraux expérimentés bénévoles. Leur rôle est de répondre aux questions d'arbitrage posées par les collègues de leur zone géographique, d'assister et de conseiller ces arbitres, d'intervenir en cas de conflit, d'agir dans un esprit de conciliation, de modération et d'ouverture, tout en veillant au strict respect sur le terrain des textes officiels de la FFE et de la FIDE. Un superviseur régional est un cadre qui fait autorité en matière d'arbitrage, dans sa région et par défaut dans toute la France. Sur les lieux d'un tournoi, il peut prendre les initiatives appropriées s'il constate que les règlements fédéraux et/ou l'une des clauses de la Charte de l'Arbitrage ne sont pas respectés. Aucun arbitre ne peut refuser d'être supervisé.

Article 4.2 : Visite et rapport de supervision

Tous les arbitres pourront être visités par les superviseurs.

Un rapport défavorable peut entraîner un avertissement, un blâme, ou la suspension provisoire de la licence d'arbitre (voir le titre 7 : le pouvoir disciplinaire). Un second rapport défavorable peut, de plus, entraîner la suspension définitive de la licence d'arbitre.

Les visites sont diligentées par le Directeur National de l'Arbitrage. En ce cas, les frais de déplacements sont pris en charge par la D.N.A.

Les visites peuvent aussi être diligentées par un Directeur Régional d'Arbitrage (sur le territoire de sa ligue exclusivement). Les frais de déplacements sont alors pris en charge par la ligue.

La visite de supervision peut être demandée par l'arbitre supervisé. Il s'adresse directement à un superviseur. Dans ce cas les frais de déplacements ne sont pas pris en charge par la DNA.

Tout superviseur peut prendre l'initiative de superviser un arbitre même si aucune visite n'a été diligentée.

Toute visite fait l'objet d'un compte-rendu à adresser par le superviseur au Directeur des Titres, en complétant le formulaire de supervision ou en rédigeant un rapport.

ARTICLE 5 : LES DIRECTEURS RÉGIONAUX D'ARBITRAGE

Article 5.1 : Direction Régionale d'Arbitrage

Chaque ligue est tenue de créer une Direction Régionale d'Arbitrage (D.R.A). Ses missions doivent respecter les objectifs de la Direction Nationale. Pour un fonctionnement harmonieux au sein de la Ligue, son positionnement doit être calqué sur celui de la DNA vis à vis de la FFE. Une DRA n'a qu'un pouvoir exécutif et non institutionnel. Un budget lui est alloué par la Ligue. Le montant est déterminé par le comité directeur de la Ligue, qui contrôle l'utilisation de ces fonds.

Chaque comité départemental peut créer une Direction Départementale d'Arbitrage (D.D.A.) en se basant sur les principes de l'article 5.

Article 5.2 : Désignation

Le Directeur Régional est nommé par le Président de la Ligue. Cette nomination doit être approuvée par le Comité Directeur de la Ligue.

Article 5.3 : Fonctionnement

Une D.R.A peut être composée de plusieurs membres (maximum : 7). Elle peut éventuellement accueillir des personnes autres que des arbitres, par exemple un informaticien, un représentant des joueurs de haut niveau, etc. L'objectif est la création d'équipes efficaces pouvant s'appuyer sur des compétences multiples. Les membres de la DRA sont choisis par le Directeur Régional. Ce choix doit être approuvé par le Président de la Ligue puis par le Comité Directeur de la Ligue.

TITRE III : LA HIERARCHIE DES TITRES (AF...)

ARTICLE 6 : LES TITRES D'ARBITRES FÉDÉRAUX

sont décernés par la Direction Nationale de l'Arbitrage, après obtention de différentes Unités de Valeur (U.V) délivrées à l'occasion d'examens nationaux tels qu'ils sont définis dans le titre V du présent règlement intérieur.

ARTICLE 7 : CINQ CONDITIONS S'Y AJOUTENT :

1. Pour être arbitre fédéral jeune, l'âge minimum est de 12 ans.
2. Pour être arbitre fédéral 4, l'âge minimum est de 16 ans.
3. Pour être arbitre fédéral 3, ou plus, l'âge minimum est de 18 ans.
4. Un arbitre doit nécessairement être titulaire d'une licence A valable pour l'année en cours, délivrée par un club dûment affilié à la Fédération Française des Echecs. Faute de licence A, un arbitre n'est pas autorisé à officier, quel que soit son titre.
5. Un arbitre doit nécessairement posséder un classement Elo lent ou rapide, national ou FIDE.

ARTICLE 8 : LICENCE

Lorsque toutes ces conditions sont remplies, l'arbitre fédéral reçoit chaque année, après encaissement du montant de sa licence A, sa licence d'arbitre fédéral valable pour la saison sportive en cours (saison sportive = du 1er septembre au 31 août).

ARTICLE 9 : NIVEAUX

Il existe 2 étapes préparatoires (arbitre-candidat et arbitre-stagiaire) et 5 titres d'arbitres fédéraux qui sont, par ordre décroissant : arbitre fédéral 1 (AF1), arbitre fédéral 2 (AF2), arbitre fédéral 3 (AF3), arbitre fédéral 4 (AF4), arbitre fédéral jeune (AFJ).

ARTICLE 10 : L'ARBITRE-CANDIDAT

Un joueur titulaire d'une licence A,

- ayant suivi un stage d'arbitrage et,
- ayant adressé au DRA sa demande d'inscription à la prochaine session d'examen est appelé arbitre-candidat.

Il est alors autorisé à officier en qualité d'arbitre-adjoint et peut obtenir des attestations d'arbitrage

établies par les arbitres principaux qu'il seconde, ces attestations n'étant valables que s'il est AF4 ayant suivi un stage S3.

Une Attestation de Stage Pratique (A.S.P.) peut lui être délivrée par un AF3 ou plus. Pour délivrer une A.S.P., l'AF3 ou plus, vérifiera, à l'aide du formulaire fourni par la D.N.A., que le candidat est apte à arbitrer sur le terrain.

L'arbitre-candidat, déjà AF4 et qui postule au titre d'AF3, est habilité à rédiger un rapport technique de tournoi. Ce rapport, qui doit être adressé au Directeur des Titres, n'est utilisé que pour valider le cursus de l'impétrant et ne dispense en aucune façon l'arbitre principal de rédiger le rapport officiel.

Un candidat dispose de deux années (à compter de la session immédiatement postérieure à son stage lui permettant d'accéder au titre supérieur) pour devenir arbitre fédéral. Passé ce délai, le cursus entier est à refaire, et les éventuelles U.V. qu'il détenait sont périmées. Une dérogation permettant de prolonger ce délai peut toutefois être accordée par le Directeur des Titres, dont la décision est sans appel. Il conviendra alors de lui fournir une demande écrite justifiant clairement les motifs d'une telle demande de report.

ARTICLE 11 : L'ARBITRE-STAGIAIRE

Un arbitre-stagiaire est un candidat qui, après avoir participé à une ou plusieurs sessions d'examens, est titulaire de l'ensemble des U.V. constitutives du titre visé (AF4 ou AF3) mais qui n'a pas encore rempli les autres conditions telles qu'elles sont définies dans les articles suivants. Il peut officier en qualité d'arbitre-adjoint.

ARTICLE 12 : L'ARBITRE FÉDÉRAL JEUNE

Un arbitre fédéral jeune est une personne (âge minimum : 12 ans, âge maximum : 16 ans) titulaire de l'UVJ (après avoir suivi un stage SJ ou S4) et ayant obtenu une Attestation de Stage Pratique (A.S.P.) favorable établie par un AF3 ou plus.

ARTICLE 13 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 4

Un arbitre fédéral 4 est une personne (âge minimum : 16 ans) titulaire des UV1 + UV1 bis (après avoir suivi un stage S4) et ayant obtenu une Attestation de Stage Pratique (A.S.P.) favorable établie par un AF3 ou plus.

ou une personne possédant une nationalité étrangère, le titre d'arbitre international (ou arbitre FIDE) agréé FIDE et l'UV 1bis.

ARTICLE 14 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 3

Un arbitre-fédéral 3 est une personne dont l'âge minimum est de 18 ans.

Titulaire d'un titre d'AF4, il a préparé (dans le cadre d'un stage S3 homologué) et obtenu l'UV2 et l'UV3.

Il a également obtenu de la part des arbitres principaux qu'il a secondé deux ASP indiquant clairement que le stagiaire a donné satisfaction. Ces attestations seront établies selon la grille fournie par la DNA. De plus, il devra avoir établi le rapport technique complet d'un tournoi (système suisse, au moins 5 rondes) où il a officié en qualité de secondant. Ce rapport peut porter sur l'un des tournois à l'occasion duquel l'arbitre principal lui a fourni une attestation d'arbitrage. Le rapport du stagiaire doit être envoyé directement au Directeur des Tournois, et ne dispense pas l'arbitre principal de rédiger le rapport officiel. Le rapport du stagiaire est examiné par le Directeur des Tournois, qui a autorité pour le valider ou non. En cas de validation, l'auteur reçoit une attestation qui lui est adressée directement par le Directeur des Tournois.

Les deux conditions citées ci-dessus sont prises en compte après que l'arbitre fédéral 4 a passé un stage S3.

ARTICLE 15 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 2

Un arbitre fédéral 2 est un arbitre fédéral 3 qui :

- A suivi un stage S2.
- A obtenu les UV4 et UV 5.
- A arbitré de façon satisfaisante au moins un tournoi en cadence lente homologué par la FIDE (avec un minimum de 40 joueurs et 5 rondes) et au moins deux tournois rapides en qualité d'arbitre principal (avec un minimum de 50 joueurs et 7 rondes) après avoir reçu son titre d'AF3

- Le Directeur des Tournois doit avoir reçu le nombre requis de rapports techniques conformes aux règlements de la DNA en vigueur
- A fait l'objet d'une visite de supervision positive

ARTICLE 16 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 1

Un arbitre fédéral 1 est un arbitre fédéral 2 actif répondant aux critères d'obtention du titre d'arbitre FIDE (voir FIDE Handbook).

Le postulant doit adresser sa demande avec son cursus détaillé au Directeur des Titres. Le titre d'Arbitre Fédéral 1 est décerné par la Direction Nationale de l'Arbitrage sur proposition du Directeur des Titres.

La DNA pourra diligenter une visite de supervision et pourra vérifier la qualité de plusieurs rapports techniques avant de décerner le titre.

ARTICLE 17 : L'ARBITRE FORMATEUR

L'arbitre formateur est un arbitre AF1 titulaire d'un titre d'arbitre FIDE ou d'arbitre international, d'une UV6 et de deux attestations de stage de formateur délivrées par deux arbitres formateurs différents. Ce titre permet d'animer les stages de formation. Modalités d'obtention de l'UV6 : voir article 27.8.

ARTICLE 18 : LES TITRES INTERNATIONAUX

Le titre d'arbitre FIDE (AF) et le titre d'arbitre international (A.I) sont décernés par la FIDE.

Sera proposé au Congrès de la FIDE tout AF1 ou AF2 :

Ayant présenté sa candidature par écrit à la DNA (accompagnée d'un curriculum vitae et d'un récapitulatif du cursus d'arbitrage) et remplissant toutes les conditions édictées par la FIDE,

Ayant reçu un avis favorable de la DNA.

La connaissance, en plus du français, de la langue anglaise est indispensable pour le titre d'arbitre international.

La DNA pourra se donner les moyens de vérifier les capacités du postulant.

Le fait de détenir un titre de la F.I.D.E ne dispense pas les arbitres de la F.F.E de satisfaire aux exigences liées au statut d'arbitre fédéral.

TITRE IV : LES STAGES DE FORMATION A L'ARBITRAGE (S...)

ARTICLE 19 : ORGANISATION ET BUDGET D'UN STAGE

Une ligue, un comité départemental ou un club (ou un comité organisateur regroupant plusieurs composantes), en accord avec le Directeur Régional d'Arbitrage ou le Directeur Départemental d'Arbitrage, peuvent solliciter une homologation afin d'organiser un stage de formation d'arbitres (SJ ou S4 ou S3 ou S2 ou FC). Il faut réunir au moins 10 stagiaires pour un stage FC, 8 stagiaires pour un stage S4 ou S3 et 4 stagiaires pour un stage S2. C'est à cette condition que le stage bénéficie de la participation financière fédérale. Le Directeur de la Formation des Arbitres est habilité à accorder certaines dérogations en fonction de circonstances particulières.

L'homologation implique la participation financière de la DNA :

- prise en charge de l'indemnité versée au formateur suivant les tarifs en vigueur,
- frais de déplacements du formateur (suivant les tarifs fédéraux).

L'organisateur prend en charge :

- Les frais d'hébergement et de repas du formateur
- Les éventuels frais de documentation supplémentaire fournie sur place aux stagiaires

ARTICLE 20 : HOMOLOGATION

Seul le Directeur de la Formation des Arbitres est habilité à homologuer un stage. Pour tout projet de stage, il faut prendre contact avec lui afin de recevoir un dossier comportant les directives et les formulaires appropriés.

ARTICLE 21 : TRAITEMENT D'APRÈS-STAGE

Au plus tard 48 heures après la fin du stage, l'organisateur et le formateur doivent impérativement envoyer les pièces constitutives du dossier d'après-stage en se conformant à la check-list qui leur a été fournie à l'occasion de la demande d'homologation. C'est à cette condition que la participation financière fédérale sera effective.

ARTICLE 22 : MODALITÉS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

22.1 : tout joueur titulaire d'une licence A valable pour la saison en cours peut suivre un stage de formation à l'arbitrage. Pour cela, il doit s'adresser à l'organisateur en lui fournissant nom et prénom, coordonnées, numéro de licence A et nom de son club. Il doit aussi s'acquitter du montant des frais d'inscription.

Le tarif fédéral est de 25 euros par personne pour les stages SJ, S4, S3 et S2 et de 15 euros pour les stages FC.

L'organisateur peut éventuellement solliciter et percevoir en plus la somme de 10 euros.

Stage SJ (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + éventuellement 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage S4 (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + éventuellement 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage S3 (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + éventuellement 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage S2 (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + éventuellement 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage FC (1 jour) : 15 euros (à verser à la FFE) + éventuellement 10 euros (à verser à l'organisateur)

Pour être autorisé à suivre le stage S3, il faut au préalable avoir suivi un stage S4.

Pour être autorisé à suivre le stage S2, il faut au préalable avoir suivi un stage S3.

22.2 : le versement de la somme de 25 euros comprend les frais d'inscription aux examens (pour une durée maximale de 2 ans).

22.3 : au moins une fois tous les 4 ans, chaque arbitre titré doit s'inscrire à un stage de formation continue (FC) qu'il est tenu de suivre entièrement (une journée de 6 à 8 heures). Faute d'avoir suivi un stage FC dans les temps requis, à l'issue de la saison sportive du terme des 4 ans, il devient un arbitre inactif n'ayant plus le droit d'exercer. Aussitôt ce stage effectué, l'arbitre inactif redevient actif. A défaut de suivre un stage FC, un arbitre titré ou inactif peut s'inscrire à un autre type de stage (S4, S3 ou S2) qu'il doit suivre entièrement. Si durant une période de six ans à compter de son dernier stage, un arbitre n'effectue pas de formation continue, celui-ci sera dans l'obligation de suivre un stage S4. A l'issue de celui-ci, il est réactivé à son niveau.

22.4 : les stages de formation d'arbitres (SJ, S4, S3, S2 et FC) peuvent être organisés en utilisant internet après accord du Directeur de la Formation des Arbitres.

ARTICLE 23 : PROGRAMMES

23.1 : le stage SJ, d'une durée de 12 heures (2 jours), permet de préparer le titre d'arbitre jeune et est essentiellement axé sur l'enseignement des règles du jeu. S'y ajoutent des cours portant sur les spécificités des compétitions jeunes et scolaires, sur la philosophie de l'arbitrage, sur le réglage des pendules, sur le règlement intérieur de la D.N.A., sur certains chapitres du livre de l'arbitre et du livre de la fédération. La participation à ce stage constitue une première découverte de l'arbitrage et doit nécessairement faire l'objet d'une étude personnelle des cours et des documents après le stage.

23.2 : le stage S4, d'une durée de 14 heures (2 jours), permet de préparer le titre d'arbitre fédéral 4. Il est essentiellement axé sur l'enseignement des règles du jeu. S'y ajoutent l'aptitude à arbitrer un match et l'acquisition de compétences organisationnelles (le tournoi toutes-roudes, le système Molter, la coupe à élimination directe : cas simple), la connaissance des compétitions fédérales et des règlements fédéraux ainsi que des cours portant sur la philosophie de l'arbitrage, le fonctionnement des pendules électroniques, l'accueil du joueur handicapé, les missions et les devoirs de l'arbitre, le règlement intérieur de la D.N.A. Être capable de seconder efficacement l'arbitre principal d'un tournoi, être capable d'arbitrer de façon pertinente et exemplaire un match (ce qu'il faut faire avant, pendant, après) et être capable d'utiliser le livre de l'arbitre et le livre de la fédération en s'y référant de façon rapide et sûre feront également partie des objectifs essentiels à atteindre. A l'issue de ce stage initial, les cours dispensés devront tous impérativement faire l'objet d'un travail personnel sérieux (lecture

minutieuse et approfondie des textes, fréquentation régulière de la page arbitrage du site fédéral, étude du bulletin des arbitres fédéraux et des annales de sujets et corrigés, etc) de la part de chaque stagiaire.

23.3 : le stage S3, d'une durée de 16 heures (2 jours), permet de préparer le titre d'arbitre fédéral 3.

Contenus du stage S3 :

- le système suisse. Il s'agit de maîtriser toutes les compétences pour piloter un tournoi au système suisse (y compris apporter des conseils techniques à l'organisateur, faire la demande d'homologation, établir le règlement intérieur, gérer les inscriptions, procéder aux nécessaires contrôles, répartir et calculer les prix, etc), mais aussi et surtout utiliser le logiciel PAPI, comprendre le système d'appariements, savoir-faire et expliquer les appariements, gérer et suivre les résultats et les classements, gérer les éventuels incidents, etc.
- les compétences organisationnelles et les devoirs administratifs de l'arbitre (notamment le traitement d'après tournoi qui doit être irréprochable)
- les classements ELO,
- un solide rappel sur les règles du jeu
- un solide rappel sur l'utilisation et la maîtrise du livre de l'arbitre
- la présentation du travail personnel post-stage

23.4 : le stage S2, d'une durée de 16 heures (2 jours), permet de préparer le titre d'arbitre fédéral 2.

Contenus du stage :

- les classements Elo FIDE (révision)
- les normes et les titres de la FIDE
- les spécificités des tournois de haut niveau
- les spécificités de la mission d'un arbitre principal qui officie dans le cadre d'un grand événement échiquéen
- l'approfondissement du système suisse (y compris les systèmes accélérés)
- l'approfondissement des règles du jeu
- le travail personnel post-stage

23.5 : le stage de formation continue (FC), d'une durée de 6 heures à 8 heures, comprend des cours portant sur les nouveautés, sur la dernière version des règles du jeu, sur les devoirs de l'arbitre (y compris sur le plan administratif) ainsi qu'un travail « à la carte » en fonction des attentes et questions formulées par les stagiaires.

23.6 : le séminaire de formation des formateurs s'adressent aux formateurs et candidats-formateurs. Le Directeur de la Formation des Arbitres organise et anime le séminaire en faisant appel à des membres de la DNA, à des formateurs et à des experts. Ce séminaire porte sur les contenus d'enseignement, sur les méthodes pédagogiques, sur les exigences liées aux épreuves des examens, sur les innovations ainsi que sur l'étude, l'approfondissement et la mutualisation de divers outils à caractère pédagogique et/ou à caractère technique.

TITRE V : LES EXAMENS

ARTICLE 24 : LES DATES DES SESSIONS D'EXAMENS

Les dates des sessions d'examens sont arrêtées par le Comité Directeur de la F.F.E. Les examens sont organisés avec un sujet national dans différents centres régionaux placés sous la responsabilité des Directeurs Régionaux d'Arbitrage.

Pour les épreuves UV1, UVJ, UV1bis et UV2, tous les documents sont autorisés (en version imprimée ou numérique) sauf les annales constituées de sujets et de corrigés. Il est interdit de téléphoner ou de se connecter sur Internet pendant les épreuves.

ARTICLE 25 : L'INSCRIPTION AUX EXAMENS

L'inscription aux examens se fait par l'intermédiaire du Directeur Régional d'Arbitrage pour les UVJ, UV1, UV1bis et UV2. La date limite d'inscription est publiée sur le site internet fédéral. Pour s'inscrire aux UV3, UV4 et/ou UV5 les arbitres s'adressent directement au directeur des examens après avoir suivi un stage S3 ou S2.

ARTICLE 26 : CENTRES D'EXAMENS

Le Directeur Régional d'Arbitrage convoque les candidats. Des centres d'examens sont créés par le Directeur des Examens, en concertation avec les DRA. Chaque DRA arrête la liste définitive des candidats (ce qui lui permettra de recevoir en temps utiles le nombre de sujets nécessaires).

ARTICLE 27 : LES ÉPREUVES

27.1 : U.V. J : durée de l'épreuve : 2 heures. Règles du jeu. Compétitions Jeunes et scolaires.

27.2 : U.V. 1 : durée de l'épreuve : 2 heures. Règles du jeu.

27.3 : U.V. 1 bis : durée de l'épreuve : 2 heures. Compétences organisationnelles de base.

27.4 : U.V. 2 : durée de l'épreuve : 2 heures. Compétences organisationnelles.

27.5 : les sessions d'examen sont organisées les samedis matin ou après-midi. D'une durée de 4h15min, elles se déroulent de la façon suivante : UV 1 (durée 2 heures) puis pause de 15 minutes, puis UV 1bis (pour les candidats qui postulent pour le titre d'AF4 ou UV 2 (pour les AF4 qui postulent pour le titre d'AF3 après avoir suivi un stage S3) ; durée 2 heures.

27.6 : l'U.V. 3 et l'U.V. 5 peuvent se passer de 2 façons :

Ou bien à domicile, en sollicitant l'envoi d'un sujet en écrivant directement au Directeur des Examens. U.V. 3 : Gestion d'un tournoi factice au système suisse (5 rondes) : il s'agit de réaliser les appariements, de les expliquer, et de rédiger un rapport technique complet et soigné. U.V. 5 : gestion d'un tournoi au système suisse (7 rondes, éventuellement, il peut s'agir d'un tournoi accéléré), avec rédaction d'un rapport technique. Il est demandé aux correcteurs de la D.N.A d'évaluer ce travail en faisant preuve d'un très haut niveau d'exigence, tant au niveau des explications qu'au niveau de la qualité de la rédaction et de la présentation du rapport, qui devra être exemplaire, et qui devra démontrer que le candidat a une parfaite maîtrise de nos textes officiels ainsi qu'une totale conscience des responsabilités qui seront les siennes en qualité d'arbitre principal dans des événements de haut niveau.

Ou bien en une journée dans un lieu dédié où un sujet sera proposé par un arbitre-formateur. Les candidats doivent venir avec leur propre matériel informatique. Après avoir réalisé les appariements et rédigé son rapport technique, le candidat doit être capable d'expliquer les appariements, et de répondre à quelques questions.

27.7 : L'U.V. 4 est adressé aux arbitres (AF3 ayant suivi un stage S2) qui en font la demande auprès du directeur des examens. Il s'agit d'un devoir à faire à domicile portant sur le classement Elo FIDE, normes et titres FIDE.

27.8 : L'obtention de l'U.V. 6 et **de deux attestations** de stage de formateur, donnent automatiquement le titre d'arbitre-formateur (voir article 17). L'UV 6 est un sujet composé par le Directeur de la Formation et par le Directeur des Examens, défini au cas par cas. Une attestation de stage de formateur est obtenue en assistant un Arbitre Formateur « Tuteur » pendant un stage de formation homologué.

27.9 : En cas d'échec à une ou plusieurs U.V, il est toujours possible de faire appel (par écrit et dans un délai d'un mois après notification) auprès du Directeur des Examens, qui confie alors la copie à un autre correcteur, dont la décision sera cette fois sans appel.

27.10 : Les copies, qui auront au préalable subi une procédure d'anonymat, sont confiées à des correcteurs choisis par le Directeur des Examens. Les résultats sont communiqués aux Directeurs Régionaux d'Arbitrage, qui sont chargés d'informer les personnes concernées.

TITRE VI : CLASSIFICATION DES TOURNOIS ; OBLIGATIONS DES CLUBS

ARTICLE 28 : PRINCIPES

Un arbitre peut toujours arbitrer un tournoi inférieur à sa qualification. Les tournois homologués par la

FFE et les matchs joués sous l'égide de la FFE doivent être, suivant leurs niveaux, arbitrés par les arbitres fédéraux suivants, conformément à l'article 3 du texte « compétitions homologuées » (Livre de la Fédération). Cette classification ne concerne que les arbitres principaux : un arbitre adjoint peut être un arbitre détenant un titre inférieur au niveau requis, ou un arbitre-candidat, ou un arbitre-stagiaire, dont la définition figure dans les articles 10 et 11 du présent règlement intérieur. Un arbitre fédéral 4 âgé de moins de 18 ans ne peut officier que dans le cadre des compétitions « jeunes ».

Arbitres Fédéraux 1 et 2 (AF1 et AF2) agréés FIDE

- Tous les types d'événements échiqués homologués par la F.I.D.E. sans possibilité de délivrer de normes aux joueurs. Seuls les arbitres internationaux et FIDE (AI et AF) agréés FIDE peuvent délivrer ces normes.

Arbitres Fédéraux 3 (AF3)

- Tous les types d'événements échiqués homologués par la F.F.E. à cadence lente, rapide et blitz.
- A condition d'être agréé FIDE, les événements échiqués homologués par la F.I.D.E (7 rondes maximum).

Arbitres Fédéraux 4 (AF4)

- Tous les matchs du championnat de France des clubs, quelle que soit la division, sauf le Top 12 et top 12F,
- Tous les matchs locaux, départementaux, régionaux,
- Tous les tournois fermés (sans joueurs classés FIDE) et tous les matchs joués au système de Scheveningen (sans joueurs classés FIDE),
- Toutes les coupes locales, départementales, régionales,
- Coupes Fédérales jusqu'aux demi-finales, et la Coupe de France jusqu'aux huitièmes de finales,
- Compétitions jeunes (sauf celles qui nécessitent des appariements au système suisse),
- Tournois internes des clubs pouvant être comptabilisés pour le Elo national ou le Elo rapide.

Arbitres Fédéraux Jeunes (AFJ)

- Compétitions jeunes et scolaires sous la responsabilité d'un « tuteur » AF4 ou plus selon le type de compétition.

ARTICLE 29 : DÉROGATIONS

Certaines dérogations sont accordées dans les cas suivants :

les animateurs titulaires du DAFPE ou d'un diplôme équivalent sont habilités à arbitrer les phases départementales et académiques des championnats scolaires.

Les arbitres-candidats et arbitres-stagiaires (voir définition dans les articles 10 et 11 du présent règlement intérieur) ne peuvent arbitrer qu'en qualité d'arbitre adjoint. Ils peuvent toutefois, à titre exceptionnel, officier occasionnellement en qualité d'arbitre titulaire en faisant fonction d'arbitre fédéral 4, s'ils ont reçu un avis favorable de la part de leur Directeur Régional d'Arbitrage.

Un arbitre fédéral 4 peut, à l'occasion de certains tournois locaux (comme par exemple le tournoi interne d'un club) faire fonction d'AF3 et utiliser le logiciel d'appariements au système suisse. Il le fait sous la responsabilité du Directeur Régional de l'Arbitrage, qui est la seule personne habilitée à attribuer cette dérogation.

Une dérogation peut être accordée, au cas par cas, par le Directeur Régional de l'Arbitrage afin de permettre occasionnellement aux jeunes AF4 âgés de moins de 18 ans d'officier dans n'importe quelle compétition dévolue aux AF4.

ARTICLE 30 : LES OBLIGATIONS POUR LES CLUBS

Les obligations pour les clubs d'avoir un arbitre AF1, AF2, AF3 ou AF4 sont définies dans le Livre de la Fédération.

ARTICLE 31 : LES SANCTIONS

Les sanctions concernant le non-respect de l'article 30 sont du ressort de la Commission Technique.

ARTICLE 32 : ARBITRAGE DES MATCHS ET DES COUPES FÉDÉRALES

Le titre des arbitres ainsi que leur désignation est définie dans le Livre de la Fédération, dans le respect de l'article 28 du présent règlement intérieur.

TITRE VII : LA CHARTE DE L'ARBITRAGE ET LA COMPETENCE DISCIPLINAIRE

ARTICLE 33 : LA CHARTE DE L'ARBITRAGE

La Charte de l'Arbitrage définit les devoirs réciproques des arbitres et des organisateurs.

33.1 Les devoirs de l'arbitre

- Respecter et faire respecter les règles et les règlements
- Jouer un rôle pédagogique lorsque cela est nécessaire
- Composer, le cas échéant, en accord avec l'organisateur, une Commission des litiges (nombre impair de personnes, faire figurer dans cette liste à la fois des titulaires et des suppléants) habilitée à examiner les appels des joueurs, convoquer cette Commission lorsque l'appel est recevable
- Officier avec calme, dans un esprit de modération, d'ouverture et de conciliation, conformément à ce que préconise la FIDE
- Jouer un rôle de conseiller technique avant le tournoi (par exemple : rédaction du règlement intérieur en collaboration avec l'organisateur)
- Veiller au confort matériel et moral des joueurs en signalant à l'organisateur toute anomalie susceptible de perturber les compétiteurs, et l'aider à trouver des solutions appropriées, veiller à ce que la liste des prix soit affichée dès la première moitié du tournoi, s'assurer du bon affichage des informations techniques obligatoires : liste des joueurs par Elo décroissant, appariements, classement général et grille américaine ronde après ronde, règlement intérieur du tournoi, composition de la Commission des litiges.
- Refuser la pratique du « bye » dans les tournois au système suisse homologués par la F.F.E (les joueurs arrivant après l'appariement de la première ronde pourront néanmoins s'inscrire pour commencer le tournoi à partir de la seconde, mais avec 0 point),
- Refuser de « diriger » les appariements, ne pas céder face aux pressions de joueurs désirant réaliser une norme ou une performance et sollicitant à cette fin une transgression des règlements, ne procéder à aucune protection de familles ou de clubs transgressant le texte FIDE C04
- Si les appariements sont accélérés, le préciser clairement dans le règlement intérieur du tournoi. Rappel : l'accélération est la seule digression mineure du C04 autorisée dans le cadre des tournois au système suisse homologués par la F.F.E.
- Faire preuve de ponctualité et de disponibilité, être présent en salle de jeu durant les rondes et faire preuve de vigilance, s'assurer que les joueurs ne parlent pas de leur partie en cours, prendre toutes les dispositions utiles pour prévenir et éviter les attitudes non-sportives, et sanctionner les fautifs si nécessaire
- Après le tournoi, assumer ses responsabilités administratives : rédiger et envoyer le rapport technique en se conformant aux directives de l'organigramme de gestion des tournois et en ne négligeant aucun élément de la « check-list » des arbitres fédéraux
- Avant la fin du tournoi, établir une facture concernant les droits d'homologation. Transmettre le chèque à la F.F.E avec le rapport technique, faute de quoi le tournoi ne pourra pas être traité
- Considérer l'organisateur comme le Directeur du tournoi, travailler à ses côtés et avec les membres de son équipe dans un esprit constructif, ne jamais perdre de vue qu'il s'agit dans la plupart des cas d'un bénévole, tout mettre en œuvre pour que la manifestation échiquienne dont il s'occupe soit un succès
- Représenter dignement la FFE sur les lieux du tournoi

33.2 Les devoirs de l'organisateur

- Considérer l'arbitre comme le représentant de la F.F.E
- Offrir aux joueurs de bonnes conditions de jeu : matériel approprié, aire de jeu, salle d'analyses, chauffage, toilettes, etc...
- S'occuper de la mise en place du matériel, préparer la salle en tenant compte des conseils de l'arbitre
- Offrir de bonnes conditions de travail à l'équipe d'arbitrage : bureau indépendant, ou, à défaut, leur préparer une zone non accessible au public et aux joueurs (sauf autorisation), qui doit

- être clairement identifiée
- Etre présent (ou se faire représenter) sur les lieux du tournoi afin de régler sans tarder les éventuels problèmes matériels
- N'exercer aucune pression sur l'arbitre visant à diriger les appariements ou à transgresser le moindre règlement, ne pas intervenir dans les décisions relevant exclusivement de l'arbitrage
- Respecter le barème d'indemnisation de l'arbitrage et régler les notes de frais des arbitres avant le début de la dernière ronde, refuser de payer aux arbitres toute somme qui serait supérieure à celle obtenue grâce à la stricte application du barème fédéral, et signaler directement tout problème de ce type à la Direction Nationale de l'Arbitrage
- Respecter les quotas suivants : 1 arbitre par tranche de 100 joueurs (exemples : tournoi dont le nombre de participants est inférieur ou égal à 100 joueurs : 1 arbitre. Tournoi de 101 à 200 joueurs : 1 arbitre principal + 1 adjoint, tournoi de 201 à 300 joueurs : 1 arbitre principal + 2 adjoints)
- Prendre en charge les licences sur place (état-navette et chèques à envoyer au plus tard le lendemain de la fin du tournoi au siège fédéral)
- Verser à l'arbitre principal avant la fin du tournoi le montant des droits d'homologation (facture établie par l'arbitre, chèque à faire à l'ordre de « Fédération Française des Echecs »)

ARTICLE 34 : LA COMPÉTENCE DISCIPLINAIRE

34.1 Compétence disciplinaire d'un arbitre sur les lieux du tournoi

Un arbitre fédéral peut être amené à infliger des pénalités, conformément au dispositif décrit dans l'article **12.9** des règles du jeu de la FIDE : du simple avertissement oral (conseil ou réprimande) jusqu'à l'expulsion du tournoi.

Au-delà de ces mesures à caractère sportif, un arbitre peut aussi solliciter une sanction à l'encontre d'un joueur. Il se conformera alors aux directives du Règlement Disciplinaire en particulier à **sa section I** « Disposition communes aux organes disciplinaires de première instance et d'appel ».

34.2 Compétence disciplinaire du Directeur des Titres Tournois et Sanctions

Tout avertissement écrit donné à un joueur par un arbitre est archivé pendant 2 ans par le Directeur des Sanctions. Le deuxième avertissement donné au même joueur entraîne une suspension individuelle de participer aux compétitions homologuées.

de 8 mois pour 2 avertissements écrits donnés sur une période de 1 an.

de 4 mois pour 2 avertissements écrits donnés sur une période de 2 ans.

L'avertissement est remis au joueur et affiché dans la salle de jeu. Si le joueur est absent, l'arbitre se charge d'informer le joueur averti par courrier électronique ou postal.

Le joueur a la possibilité de faire appel de l'avertissement dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception, devant la commission d'appel sportif. L'appel a un caractère suspensif. Lorsque la décision concernant le 2e appel est définitive, elle est publiée dans le Bulletin des Arbitres et communiquée au service gestionnaire des fichiers des licenciés pour diffusion de la liste des suspendus en annexe à ces fichiers.

A l'occasion des tournois homologués, tout forfait fait l'objet d'une enquête de la part de l'arbitre principal. Si le joueur ne répond pas de façon satisfaisante à la demande d'explications envoyée par l'arbitre principal, l'arbitre demande au Directeur des Sanctions l'application de la procédure de « suspension automatique de compétition », d'une durée de 3 mois.

Le Directeur des Sanctions se charge d'informer le joueur suspendu (par courrier électronique ou postal) son président de club et son DRA. Le joueur a la possibilité de faire appel dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception, devant la commission d'appels sportifs. L'appel a un caractère suspensif. Lorsque la décision est définitive, elle est publiée dans le Bulletin des Arbitres et sur le site de la FFE rubrique DISCIPLINE.

34.3 Compétence disciplinaire de la Direction Nationale de l'Arbitrage

La D.N.A. examine les plaintes déposées par les licenciés contre un arbitre. Après examen des

circonstances et arguments du plaignant et de l'arbitre, elle décide ou non de l'engagement de poursuites contre l'arbitre auprès du Bureau Fédéral.

Si un arbitre ne respecte pas les règlements en vigueur, s'il transgresse la Charte de l'Arbitrage, ou bien s'il commet des fautes répétées, intentionnellement ou par incompétence, la D.N.A. peut alors infliger un blâme ou un avertissement. Elle peut aussi suspendre temporairement ou définitivement sa licence d'arbitre, après avoir entendu les intéressés. La décision de la DNA (envoyée à l'arbitre concerné par courrier électronique ou postal) est sans appel.

La D.N.A. examine les rapports défavorables rédigés par les superviseurs. Si un arbitre a reçu un ou deux rapports défavorables (voir article 4.3) la D.N.A. est habilitée à infliger un avertissement ou un blâme, à prononcer une suspension provisoire ou définitive de sa licence d'arbitre, après avoir entendu les intéressés. La décision de la DNA (envoyée à l'arbitre concerné par courrier électronique ou postal) est sans appel.

VERSION DU 21 JUIN 2014 – RI DNA

PREAMBULE

Ce règlement intérieur a été établi à partir des travaux menés lors d'une réunion entre arbitres tenue à Lyon les 4 et 5 mars 1989. La Direction Nationale de l'Arbitrage, s'était alors proposée comme objectifs de mettre en place une restructuration de l'arbitrage visant à uniformiser sur le territoire national les pratiques et les formations, tout en revalorisant la fonction d'arbitre.

TITRE I : LES OBJECTIFS

ARTICLE 1 : VALIDATION PAR LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA F.F.E.

Le présent règlement intérieur, qui définit le rôle et le fonctionnement de la D.N.A, a été approuvé par le Comité Directeur de la F.F.E. du 30.4.1989. Il a été amendé par les Comités Directeurs des 21.10.1989, 28.1.1990, 26.1.1991, 26.5.1992, 13.6.1992, 4.7.1992, 22.5.1993, 24.8.1997, 22.3.1998, 21.6.1998, 21.10.2000, 7.4.2001, 20.10.2001, 20.03.2004, 30.10.2005, 08.10.2006, 28.06.2009, 20.06.2010, 5.11.2011, 29.01.2012, 11.11.2012, 09.02.2014 et 21.06.2014. Le présent texte abroge et remplace le précédent Règlement Intérieur de la D.N.A. Mise en application le 1er juillet 2014.

ARTICLE 2 : MISSIONS

La F.F.E confie à la D.N.A les missions suivantes :

- Former les arbitres avec rigueur en organisant des stages de formation
- Valider ces formations en organisant des sessions d'examens
- Décerner les titres d'arbitres fédéraux
- Organiser une Bourse aux Arbitres
- Diffuser, après traduction en langue française, les nouveaux textes officiels de la FIDE relatifs à l'arbitrage et fournir l'accompagnement pédagogique nécessaire à leur bonne compréhension et à leur application
- Harmoniser les savoir-faire, maintenir un haut niveau de connaissances chez les arbitres titrés en organisant des séminaires de formation continue
- Conseiller les arbitres, répondre à leurs problèmes d'arbitrage.
- Fournir aux arbitres fédéraux les moyens de remplir leurs missions à l'aide de divers outils de communication : Livre de l'Arbitre, Bulletin des Arbitres Fédéraux, page « arbitrage » et page « actualités » du site fédéral <http://www.echecs.asso.fr>
- Fournir aux cadres de l'Arbitrage (membres de la D.N.A, Directeurs Régionaux, Formateurs et Superviseurs) des informations susceptibles de les aider à remplir leurs missions.
- Veiller au respect de la Charte des Arbitres telle qu'elle est définie dans le présent règlement intérieur, et prendre les mesures nécessaires pour la faire appliquer
- Veiller à ce que toutes les opérations liées au traitement des tournois incombant au corps arbitral soient convenablement effectuées
- Veiller à ce que le corps arbitral respecte et fasse respecter les règles et les règlements, diligenter d'éventuels contrôles de la part des superviseurs d'arbitrage, engager envers les collègues qui s'obstineraient à ne pas remplir leur mission de façon satisfaisante les opérations pouvant mener à la suspension temporaire ou définitive de la licence d'arbitre.
- Gérer le budget alloué à l'arbitrage

TITRE II : L'ORGANISATION

ARTICLE 3 : COMPOSITION DE LA DIRECTION NATIONALE DE L'ARBITRAGE

Article 3.1 : Désignations

La D.N.A se compose de 9 membres. Le Directeur National de l'Arbitrage est désigné par le Président Fédéral. Le Directeur National de l'Arbitrage propose une liste de huit collaborateurs. Ce choix doit être approuvé par le Président Fédéral puis par le Comité Directeur de la F.F.E.

Article 3.2 : Le Directeur National de l'Arbitrage

- Préside et organise les réunions de la Direction Nationale de l'Arbitrage
- Organise le travail au sein de la D.N.A, veille au bon fonctionnement de chacun des secteurs

- et prend toute disposition utile pour remédier aux éventuels dysfonctionnements
- Est le garant du bon fonctionnement des structures de l'arbitrage, du respect de la Charte des Arbitres et des règlements fédéraux de la part du corps arbitral. Il en est responsable devant le Président et le Comité Directeur de la Fédération
- Assure le secrétariat général, gère le budget et tient les archives de la DNA
- Est le contact avec la Commission des Arbitres de la FIDE (Arbiters Committee) ainsi qu'avec la Commission des Règles de la FIDE (Rules Committee)
- Soumet au vote du comité directeur de la F.F.E les modifications de textes
- Nomme les superviseurs régionaux, et effectue lui aussi des visites de supervision
- Diligente les visites de supervision
- Participe à la procédure de nomination des arbitres qui officient dans le cadre des grands événements fédéraux (voir Livre de la Fédération)

Article 3.2.1 : Le Directeur National Adjoint de l'Arbitrage

Le DNA adjoint seconde et peut remplacer le Directeur National à sa demande, dans toutes ses fonctions. Il est nommé par le C.D. de la FFE, parmi les membres de la DNA, sur proposition du Directeur National.

Article 3.3 : Le Directeur des Titres, Tournois et Sanctions

- Reçoit les rapports techniques des Tournois des arbitres principaux et des arbitres adjoints (stagiaires, candidats ou titrés sollicitant un titre de niveau supérieur), les vérifie, adresse éventuellement des remarques et les archive après avoir procédé à la mise à jour des dossiers des collègues concernés.
- Tient à jour les attestations et les rapports d'arbitrage
- Gère le fichier national des arbitres, prévient les arbitres de leur nomination et fait délivrer par la F.F.E les licences d'arbitres.
- Gère les titres en relation avec le Directeur des Examens
- Adresse aux joueurs coupables de forfaits non excusés les suspensions automatiques de compétition (voir article 33), comptabilise les avertissements écrits établis par les arbitres, tient à jour la liste des suspendus et la diffuse, prépare et gère les dossiers liés à l'exercice de la compétence disciplinaire interne.

Article 3.4 : Le Directeur des Règlements

- Réactualise en permanence le Livre de l'Arbitre, rédige des articles concernant les modifications des règles et règlements à paraître dans le Bulletin des Arbitres Fédéraux
- Est responsable de la présentation des textes réglementaires relatifs à l'exercice de l'arbitrage, et veille à ce que tout soit mis en œuvre pour que les arbitres fédéraux puissent en prendre connaissance. Il travaille pour cela en étroite collaboration avec le Directeur des Traductions et le Directeur du B.A.F.
-

Article 3.5 : Le Directeur des Traductions

- Reçoit les nouveaux textes qui lui sont transmis par le Directeur des Règlements et les traduit
- Est responsable de la version française des règles du jeu, qu'il rédige

Article 3.6 : Le Directeur du B.A.F

- Collecte des informations auprès des membres de la DNA et des arbitres
- Assure la rédaction du Bulletin des Arbitres Fédéraux, adresse une copie au DNA, qui délivre l'autorisation de mise en ligne.

Article 3.7 : Le Directeur de la Formation

- Coordonne la mise en place des stages, en accord avec les organisateurs et les formateurs
- Gère les sommes allouées au titre de la ligne budgétaire « formation »
- Est la seule personne habilitée à accorder ou refuser l'agrément fédéral préalable, sans lequel un stage ne peut pas faire l'objet du soutien financier donné par la F.F.E.
- Anime les stages de formation de formateurs
- Accorde l'U.V. 6 (diplôme de formateur), en collaboration avec le Directeur des Examens

Article 3.8 : Le Directeur des Examens

- Organise les sessions d'examen annuelles
- Met en place les centres d'examens en collaboration avec les Directeurs Régionaux d'Arbitrage
- Coordonne le travail lié à la préparation des sujets, à leur ventilation en temps utiles vers les centres d'examens et veille à la confidentialité absolue de ces opérations
- Reçoit les copies, et les envoie vers les correcteurs de son choix
- Est responsable des opérations visant à rendre anonyme les copies avant envoi vers les correcteurs
- Est responsable de la rédaction des corrigés des sujets et de leur publication dans le BAF
- Envoie en priorité (par courriel) les résultats des UV aux Directeurs Régionaux d'Arbitrage
- Veille à ce que les candidats, lauréats ou non, soient informés des résultats au plus tôt après l'épreuve
- Fournit au Directeur des Titres tous les éléments dont celui-ci a besoin pour la bonne tenue des dossiers des impétrants

Article 3.9 : Les Conseillers Techniques

assistent le Directeur National ainsi que les différents directeurs de secteurs et éventuellement pallient une absence.

ARTICLE 4 : LES SUPERVISEURS NATIONAUX ET RÉGIONAUX

Article 4.1 : Rôle

Les superviseurs sont des arbitres fédéraux expérimentés bénévoles. Leur rôle est de répondre aux questions d'arbitrage posées par les collègues de leur zone géographique, d'assister et de conseiller ces arbitres, d'intervenir en cas de conflit, d'agir dans un esprit de conciliation, de modération et d'ouverture, tout en veillant au strict respect sur le terrain des textes officiels de la FFE et de la FIDE. Un superviseur régional est un cadre qui fait autorité en matière d'arbitrage, dans sa région et par défaut dans toute la France. Sur les lieux d'un tournoi, il peut prendre les initiatives appropriées s'il constate que les règlements fédéraux et/ou l'une des clauses de la Charte de l'Arbitrage ne sont pas respectés. Aucun arbitre ne peut refuser d'être supervisé.

Article 4.2 : Visite et rapport de supervision

Tous les arbitres pourront être visités par les superviseurs.

Un rapport défavorable peut entraîner un avertissement, un blâme, ou la suspension provisoire de la licence d'arbitre (voir le titre 7 : le pouvoir disciplinaire). Un second rapport défavorable peut, de plus, entraîner la suspension définitive de la licence d'arbitre.

Les visites sont diligentées par le Directeur National de l'Arbitrage. En ce cas, les frais de déplacements sont pris en charge par la D.N.A.

Les visites peuvent aussi être diligentées par un Directeur Régional d'Arbitrage (sur le territoire de sa ligue exclusivement). Les frais de déplacements sont alors pris en charge par la ligue.

La visite de supervision peut être demandée par l'arbitre supervisé. Il s'adresse directement à un superviseur. Dans ce cas les frais de déplacements ne sont pas pris en charge par la DNA.

Tout superviseur peut prendre l'initiative de superviser un arbitre même si aucune visite n'a été diligentée.

Toute visite fait l'objet d'un compte-rendu à adresser par le superviseur au Directeur des Titres, en complétant le formulaire de supervision ou en rédigeant un rapport.

ARTICLE 5 : LES DIRECTEURS RÉGIONAUX D'ARBITRAGE

Article 5.1 : Direction Régionale d'Arbitrage

Chaque ligue est tenue de créer une Direction Régionale d'Arbitrage (D.R.A). Ses missions doivent respecter les objectifs de la Direction Nationale. Pour un fonctionnement harmonieux au sein de la Ligue, son positionnement doit être calqué sur celui de la DNA vis à vis de la FFE. Une DRA n'a qu'un pouvoir exécutif et non institutionnel. Un budget lui est alloué par la Ligue. Le montant est déterminé par le comité directeur de la Ligue, qui contrôle l'utilisation de ces fonds. Chaque comité départemental peut créer une Direction Départementale d'Arbitrage (D.D.A.) en se basant sur les principes de l'article 5.

Article 5.2 : Désignation

Le Directeur Régional est nommé par le Président de la Ligue. Cette nomination doit être approuvée par le Comité Directeur de la Ligue.

Article 5.3 : Fonctionnement

Une D.R.A peut être composée de plusieurs membres (maximum : 7). Elle peut éventuellement accueillir des personnes autres que des arbitres, par exemple un informaticien, un représentant des joueurs de haut niveau, etc. L'objectif est la création d'équipes efficaces pouvant s'appuyer sur des compétences multiples. Les membres de la DRA sont choisis par le Directeur Régional. Ce choix doit être approuvé par le Président de la Ligue puis par le Comité Directeur de la Ligue.

TITRE III : LA HIERARCHIE DES TITRES (AF...)

ARTICLE 6 : LES TITRES D'ARBITRES FÉDÉRAUX

sont décernés par la Direction Nationale de l'Arbitrage, après obtention de différentes Unités de Valeur (U.V) délivrées à l'occasion d'examens nationaux tels qu'ils sont définis dans le titre 5 du présent règlement intérieur.

ARTICLE 7 : CINQ CONDITIONS S'Y AJOUTENT :

6. Pour être arbitre fédéral jeune, l'âge minimum est de 12 ans.
7. Pour être arbitre fédéral 4, l'âge minimum est de 16 ans.
8. Pour être arbitre fédéral 3, ou plus, l'âge minimum est de 18 ans.
9. Un arbitre doit nécessairement être titulaire d'une licence A valable pour l'année en cours, délivrée par un club dûment affilié à la Fédération Française des Echecs. Faute de licence A, un arbitre n'est pas autorisé à officier, quel que soit son titre.
10. Un arbitre doit nécessairement posséder un classement Elo lent ou rapide, national ou FIDE.

ARTICLE 8 : LICENCE

Lorsque toutes ces conditions sont remplies, l'arbitre fédéral reçoit chaque année, après encaissement du montant de sa licence A, sa licence d'arbitre fédéral valable pour la saison sportive en cours (saison sportive = du 1er septembre au 31 août).

ARTICLE 9 : NIVEAUX

Il existe 2 étapes préparatoires (arbitre-candidat et arbitre-stagiaire) et 5 titres d'arbitres fédéraux qui sont, par ordre décroissant : arbitre fédéral 1 (AF1), arbitre fédéral 2 (AF2), arbitre fédéral 3 (AF3), arbitre fédéral 4 (AF4), arbitre fédéral jeune (AFJ).

ARTICLE 10 : L'ARBITRE-CANDIDAT

Un joueur titulaire d'une licence A,

- ayant suivi un stage d'arbitrage et,
- ayant adressé au DRA sa demande d'inscription à la prochaine session d'examen est appelé arbitre-candidat.

Il est alors autorisé à officier en qualité d'arbitre-adjoint et peut obtenir des attestations d'arbitrage établies par les arbitres principaux qu'il seconde, ces attestations n'étant valables que s'il est AF4 ayant suivi un stage S3.

Une Attestation de Stage Pratique (A.S.P.) peut lui être délivrée par un AF3 ou plus. Pour délivrer une A.S.P., l'AF3 ou plus, vérifiera, à l'aide du formulaire fourni par la D.N.A., que le candidat est apte à arbitrer sur le terrain.

L'arbitre-candidat, déjà AF4 et qui postule au titre d'AF3, est habilité à rédiger un rapport technique de tournoi. Ce rapport, qui doit être adressé au Directeur des Titres, n'est utilisé que pour valider le cursus de l'impétrant et ne dispense en aucune façon l'arbitre principal de rédiger le rapport officiel.

Un candidat dispose de deux années (à compter de la session immédiatement postérieure à son stage lui permettant d'accéder au titre supérieur) pour devenir arbitre-fédéral. Passé ce délai, le cursus entier est à refaire, et les éventuelles U.V. qu'il détenait sont périmées. Une dérogation permettant de prolonger ce délai peut toutefois être accordée par le Directeur des Titres, dont la décision est sans appel. Il conviendra alors de lui fournir une demande écrite justifiant clairement les

motifs d'une telle demande de report.

ARTICLE 11 : L'ARBITRE-STAGIAIRE

Un arbitre-stagiaire est un candidat qui, après avoir participé à une ou plusieurs sessions d'examens, est titulaire de l'ensemble des U.V. constitutives du titre visé (AF4 ou AF3) mais qui n'a pas encore rempli les autres conditions telles qu'elles sont définies dans les articles suivants. Il peut officier en qualité d'arbitre-adjoint.

ARTICLE 12 : L'ARBITRE FÉDÉRAL JEUNE

Un arbitre fédéral jeune est une personne (âge minimum : 12 ans, âge maximum : 16 ans) titulaire de l'UVJ (après avoir suivi un stage SJ ou S4) et ayant obtenu une Attestation de Stage Pratique (A.S.P.) favorable établie par un AF3 ou plus.

ARTICLE 13 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 4

Un arbitre fédéral 4 est une personne (âge minimum : 16 ans) titulaire des UV1 + UV1 bis (après avoir suivi un stage S4) et ayant obtenu une Attestation de Stage Pratique (A.S.P.) favorable établie par un AF3 ou plus.

ou une personne possédant une nationalité étrangère, le titre d'arbitre international (ou arbitre FIDE) agréé FIDE et l'UV 1bis.

ARTICLE 14 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 3

Un arbitre-fédéral 3 est une personne dont l'âge minimum est de 18 ans.

Titulaire d'un titre d'AF4, il a préparé (dans le cadre d'un stage S3 homologué) et obtenu l'UV2 et l'UV3.

Il a également obtenu de la part des arbitres principaux qu'il a secondé deux ASP indiquant clairement que le stagiaire a donné satisfaction. Ces attestations seront établies selon la grille fournie par la DNA. De plus, il devra avoir établi le rapport technique complet d'un tournoi (système suisse, au moins 5 rondes) où il a officié en qualité de secondant. Ce rapport peut porter sur l'un des tournois à l'occasion duquel l'arbitre principal lui a fourni une attestation d'arbitrage. Le rapport du stagiaire doit être envoyé directement au Directeur des Tournois, et ne dispense pas l'arbitre principal de rédiger le rapport officiel. Le rapport du stagiaire est examiné par le Directeur des Tournois, qui a autorité pour le valider ou non. En cas de validation, l'auteur reçoit une attestation qui lui est adressée directement par le Directeur des Tournois.

Les deux conditions citées ci-dessus sont prises en compte après que l'arbitre fédéral 4 a passé un stage S3.

ARTICLE 15 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 2

Un arbitre fédéral 2 est un arbitre fédéral 3 qui :

- A suivi un stage S2.
- A obtenu les UV4 et UV 5.
- A arbitré de façon satisfaisante au moins un tournoi en cadence lente homologué par la FIDE (avec un minimum de 40 joueurs et 5 rondes) et au moins deux tournois rapides en qualité d'arbitre principal (avec un minimum de 50 joueurs et 7 rondes) après avoir reçu son titre d'AF3
- Le Directeur des Tournois doit avoir reçu le nombre requis de rapports techniques conformes aux règlements de la DNA en vigueur
- A fait l'objet d'une visite de supervision positive

ARTICLE 16 : L'ARBITRE FÉDÉRAL 1

Un arbitre fédéral 1 est un arbitre fédéral 2 actif répondant aux critères d'obtention du titre d'arbitre FIDE (voir FIDE Handbook).

Le postulant doit adresser sa demande avec son cursus détaillé au Directeur des Titres. Le titre d'Arbitre Fédéral 1 est décerné par la Direction Nationale de l'Arbitrage sur proposition du Directeur des Titres.

La DNA pourra diligenter une visite de supervision et pourra vérifier la qualité de plusieurs rapports techniques avant de décerner le titre.

ARTICLE 17 : L'ARBITRE FORMATEUR

L'arbitre formateur est un arbitre AF1 titulaire d'une UV6 et d'une attestation de stage de formateur délivrée par un Arbitre Formateur « Tuteur ». Ce titre permet d'animer les stages de formation. Modalités d'obtention de l'UV6 : voir article 27.8.

ARTICLE 18 : LES TITRES INTERNATIONAUX

Le titre d'arbitre FIDE (AF) et le titre d'arbitre international (A.I) sont décernés par la FIDE.

Sera proposé au Congrès de la FIDE tout AF1 ou AF2 :

Ayant présenté sa candidature par écrit à la DNA (accompagnée d'un curriculum vitae et d'un récapitulatif du cursus d'arbitrage) et remplissant toutes les conditions édictées par la FIDE,

Ayant reçu un avis favorable de la DNA.

La connaissance, en plus du français, de la langue anglaise est indispensable pour le titre d'arbitre international.

La DNA pourra se donner les moyens de vérifier les capacités du postulant.

Le fait de détenir un titre de la F.I.D.E ne dispense pas les arbitres de la F.F.E de satisfaire aux exigences liées au statut d'arbitre fédéral.

TITRE IV : LES STAGES DE FORMATION A L'ARBITRAGE (S...)

ARTICLE 19 : ORGANISATION ET BUDGET D'UN STAGE.

Une ligue, un comité départemental ou un club (ou un comité organisateur regroupant plusieurs composantes), en accord avec le Directeur Régional d'Arbitrage ou le Directeur Départemental d'Arbitrage, peuvent organiser un stage de formation d'arbitres, (SJ ou S4 ou S3 ou S2) à condition de réunir au moins 8 stagiaires (4 pour un stage S2). C'est à cette condition que le stage est homologué par le Directeur de la Formation. Ce dernier est habilité à accorder certaines dérogations en fonction de circonstances particulières.

L'homologation implique la participation financière de la DNA :

- versement d'un forfait à l'organisateur (SJ ou S4 ou S3 ou S2 :40 euros)
- prise en charge de l'indemnité versée au formateur suivant les tarifs en vigueur,
- frais de déplacements du formateur (suivant les tarifs fédéraux),

A l'issue du stage, les demandes de paiement doivent être envoyées au Directeur de la Formation.

L'organisateur prend en charge :

- Les frais d'hébergement et de repas du formateur
- Les éventuels frais de documentation supplémentaire fournie sur place aux stagiaires

ARTICLE 20 : STAGES GROUPÉS

Les stages groupés (voir article 22.2) réunissant au moins 14 élèves pourront être encadrés par deux formateurs indemnisés par la DNA. Le forfait versé à l'organisateur reste fixé à 40 euros. Il est possible de mettre en place un stage groupé avec moins de 14 élèves, mais en ce cas un seul formateur sera pris en charge par la DNA. Le Directeur de la Formation est habilité à accorder certaines dérogations en fonction des situations, qu'il examinera au cas par cas.

ARTICLE 21 : HOMOLOGATION

Avant le stage, l'organisateur doit prendre contact avec le Directeur de la Formation et doit s'entendre avec lui à propos de toutes les modalités pratiques : dates, lieu, désignation du formateur, hébergement, etc. Le Directeur de la Formation est la seule personne habilitée à homologuer un stage. Le Directeur de la Formation adresse un formulaire dénommé « fiche de gestion de stage » à l'organisateur qui, après l'avoir remplie, le retourne directement avec les chèques correspondants au Directeur de la Formation. Le Directeur de la Formation fera suivre les chèques (avec copie de la fiche de gestion de stage) pour encaissement par le trésorier fédéral.

ARTICLE 22 : MODALITÉS D'INSCRIPTION AUX STAGES

22.1 : Pour suivre une formation à l'arbitrage, il faut s'adresser à l'organisateur en lui fournissant ses nom et prénom, coordonnées, numéro de licence et un chèque de 25 euros établi à l'ordre de la F.F.E.

L'organisateur peut percevoir en plus la somme de 10 euros.

Stage SJ (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage S4 (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage S3 (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stage S2 (2 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + 10 euros (à verser à l'organisateur)

Séminaire de formation continue (FC) (1 jour) : 15 euros (à verser à la FFE)

Pour être autorisé à suivre le stage S3, il faut au préalable avoir suivi un stage S4.

Certaines dérogations pourront être accordées par le Directeur de la Formation.

22.2 : Lorsqu'un organisateur propose un stage S4+S3 groupé (soit 4 jours de formation), l'AF4 qui suivra ces 2 stages groupés ne devra verser que la somme de 25 euros (plus la somme de 10 euros réservée à l'organisateur). Même remarque pour les stages S3+S2 groupés (4 jours de formation).

Stages S4 + S3 groupés (4 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + 10 euros (à verser à l'organisateur)

Stages S3 + S2 groupés (4 jours) : 25 euros (à verser à la FFE) + 10 euros (à verser à l'organisateur)

22.3 : Le versement de la somme de 25 euros comprend les frais d'inscription aux examens (pour une durée maximale de 2 ans).

22.4 : Les séminaires de formation continue, d'une durée de 6 à 8 heures (une journée ou deux demi-journées) mis en place par la DNA, une ligue ou un comité départemental, s'adressent aux arbitres titrés (AF4, AF3, AF2 et AF1).

Chaque arbitre titré doit suivre une formation continue ou un autre stage homologué par la DNA (S4, S3, S2 ou séminaire FIDE) tous les 4 ans. S'il n'a pas suivi de stage à l'issue de la saison sportive du terme des 4 ans, il deviendra un arbitre inactif, n'ayant plus le droit d'exercer. Aussitôt ce stage effectué l'arbitre inactif devient actif.

Si durant une période de six ans à compter de sa dernière formation continue ou stage, un arbitre n'effectue pas de formation continue, celui-ci sera dans l'obligation de suivre un stage S4.

Un minimum de 10 arbitres est exigé. Les indemnités et les frais de déplacements des intervenants sont à la charge de la DNA. L'organisateur prend en charge l'hébergement et les repas des intervenants. Les arbitres qui suivent ce séminaire y participent à leurs frais, mais peuvent bénéficier de l'aide d'un club, d'un comité ou d'une ligue.

22.5 : Les stages de formation d'arbitres et les séminaires de formation continue peuvent être organisés par la DNA en utilisant internet après accord du Directeur National de l'Arbitrage.

ARTICLE 23 : PROGRAMMES

23.1 : Le stage SJ, d'une durée de 14 heures (2 jours), est essentiellement axé sur l'enseignement des règles du jeu. S'y ajoutent un cours portant sur la philosophie de l'arbitrage, le règlement intérieur de la D.N.A. et les compétitions jeunes et scolaires.

23.2 : Le stage S4, d'une durée de 16 heures (2 jours), est essentiellement axé sur l'enseignement des règles du jeu. S'y ajoutent l'acquisition de quelques compétences organisationnelles simples (toutes-rondes, Molter, Scheveningen, coupe à élimination directe : cas simple, arbitrage de match, connaissance des compétitions fédérales et des règlements fédéraux) ainsi qu'un cours portant sur la philosophie de l'arbitrage, les missions de l'arbitre, le règlement intérieur de la D.N.A.

23.3 : Le stage S3, d'une durée de 16 heures (2 jours), porte sur :

- le système suisse (10h) : En plus du cours traditionnel, acquisition de compétences manipulatoires en informatique, avec découverte d'un logiciel d'appariements homologué par la FFE,
- compétences organisationnelles (qui ne font pas partie du programme du S4), rédaction de rapports techniques,
- les classements ELO,
- rappels sur les règles du jeu.

23.4 : Le stage S2, d'une durée de 16 heures (2 jours), permet de préparer les titres supérieurs d'arbitrage (AF2, AF1). Contenu :

- le Elo FIDE (révision),
- les normes, les titres,
- spécificités des tournois de haut niveau,

- spécificités de la mission d'un arbitre principal qui officie dans le cadre d'un grand tournoi,
- approfondissement du système suisse (y compris le système accéléré de Haley),
- approfondissement des règles du jeu (niveau « expert »).

TITRE V : LES EXAMENS

ARTICLE 24 : LES DATES DES SESSIONS D'EXAMENS

Les dates des sessions d'examens sont arrêtées par le Comité Directeur de la F.F.E. Les examens sont organisés avec un sujet national dans différents centres régionaux placés sous la responsabilité des Directeurs Régionaux d'Arbitrage.

Pour les épreuves UV1, UVJ, UV1bis et UV2, tous les documents sont autorisés (en version imprimée ou numérique) sauf les annales constituées de sujets et de corrigés. Il est interdit de téléphoner ou de se connecter sur Internet pendant les épreuves.

ARTICLE 25 : L'INSCRIPTION AUX EXAMENS

L'inscription aux examens se fait par l'intermédiaire du Directeur Régional d'Arbitrage pour les UVJ, UV1, UV1bis et UV2. La date limite d'inscription est publiée sur le site internet fédéral. Pour s'inscrire aux UV3, UV4 et/ou UV5 les arbitres s'adressent directement au directeur des examens après avoir suivi un stage S3 ou S2.

ARTICLE 26 : CENTRES D'EXAMENS

Le Directeur Régional d'Arbitrage convoque les candidats. Des centres d'examens sont créés par le Directeur des Examens, en concertation avec les DRA. Chaque DRA arrête la liste définitive des candidats (ce qui lui permettra de recevoir en temps utiles le nombre de sujets nécessaires).

ARTICLE 27 : LES ÉPREUVES

27.1 : U.V. J : durée de l'épreuve : 2 heures. Règles du jeu. Compétitions Jeunes et scolaires.

27.2 : U.V. 1 : durée de l'épreuve : 2 heures. Règles du jeu.

27.3 : U.V. 1 bis : durée de l'épreuve : 2 heures. Compétences organisationnelles de base.

27.4 : U.V. 2 : durée de l'épreuve : 2 heures. Compétences organisationnelles.

27.5 : les sessions d'examen sont organisées les samedis matin ou après-midi. D'une durée de 4h15min, elles se déroulent de la façon suivante : UV 1 (durée 2 heures) puis pause de 15 minutes, puis UV 1bis (pour les candidats qui postulent pour le titre d'AF4 ou UV 2 (pour les AF4 qui postulent pour le titre d'AF3 après avoir suivi un stage S3) ; durée 2 heures.

27.6 : l'U.V. 3 et l'U.V. 5 peuvent se passer de 2 façons :

Ou bien à domicile, en sollicitant l'envoi d'un sujet en écrivant directement au Directeur des Examens. U.V. 3 : Gestion d'un tournoi factice au système suisse (5 rondes) : il s'agit de réaliser les appariements, de les expliquer, et de rédiger un rapport technique complet et soigné. U.V. 5 : gestion d'un tournoi au système suisse (7 rondes, éventuellement, il peut s'agir d'un tournoi accéléré), avec rédaction d'un rapport technique. Il est demandé aux correcteurs de la D.N.A d'évaluer ce travail en faisant preuve d'un très haut niveau d'exigence, tant au niveau des explications qu'au niveau de la qualité de la rédaction et de la présentation du rapport, qui devra être exemplaire, et qui devra démontrer que le candidat a une parfaite maîtrise de nos textes officiels ainsi qu'une totale conscience des responsabilités qui seront les siennes en qualité d'arbitre principal dans des événements de haut niveau.

Ou bien en une journée dans un lieu dédié. où un sujet sera proposé par un arbitre-formateur. Les candidats doivent venir avec leur propre matériel informatique. Après avoir réalisé les appariements et rédigé son rapport technique, le candidat doit être capable d'expliquer les appariements, et de répondre à quelques questions.

27.7 : L'U.V. 4 est adressé aux arbitres (AF3 ayant suivi un stage S2) qui en font la demande auprès du directeur des examens. Il s'agit d'un devoir à faire à domicile portant sur le Elo FIDE, normes et titres FIDE.

27.8 : L'obtention de l'U.V. 6 et d'une Attestation de stage de formateur, donnent automatiquement le titre d'arbitre-formateur (voir article 17). L'UV 6 est un sujet composé par le Directeur de la Formation et par le Directeur des Examens, défini au cas par cas. L'attestation de stage de formateur est obtenue en assistant un Arbitre Formateur « Tuteur » pendant un stage de formation.

27.9 : En cas d'échec à une ou plusieurs U.V, il est toujours possible de faire appel (par écrit et dans un délai de un mois après notification) auprès du Directeur des Examens, qui confie alors la copie à un autre correcteur, dont la décision sera cette fois sans appel.

27.10 : Les copies, qui auront au préalable subi une procédure d'anonymat, sont confiées à des correcteurs choisis par le Directeur des Examens. Les résultats sont communiqués aux Directeurs Régionaux d'Arbitrage, qui sont chargés d'informer les personnes concernées.

TITRE VI : CLASSIFICATION DES TOURNOIS ; OBLIGATIONS DES CLUBS

ARTICLE 28 : PRINCIPES

Un arbitre peut toujours arbitrer un tournoi inférieur à sa qualification. Les tournois homologués par la FFE et les matchs joués sous l'égide de la FFE doivent être, suivant leurs niveaux, arbitrés par les arbitres fédéraux suivants, conformément à l'article 3 du texte « compétitions homologuées » (Livre de la Fédération). Cette classification ne concerne que les arbitres principaux : un arbitre adjoint peut être un arbitre détenant un titre inférieur au niveau requis, ou un arbitre-candidat, ou un arbitre-stagiaire, dont la définition figure dans les articles 10 et 11 du présent règlement intérieur. Un arbitre fédéral 4 âgé de moins de 18 ans ne peut officier que dans le cadre des compétitions « jeunes ».

Arbitres Fédéraux 1 et 2 (AF1 et AF2) agréés FIDE

- Tous les types d'événements échiquéens homologués par la F.I.D.E. sans possibilité de délivrer de normes aux joueurs. Seuls les arbitres internationaux et FIDE (AI et AF) agréés FIDE peuvent délivrer ces normes.

Arbitres Fédéraux 3 (AF3)

- Tous les types d'événements échiquéens homologués par la F.F.E. à cadence lente, rapide et blitz.
- A condition d'être agréé FIDE, les événements échiquéens homologués par la F.I.D.E (7 rondes maximum).
- Tous les matchs du championnat de France des clubs, quelle que soit la division, sauf le Top 12 et top 12F.

Arbitres Fédéraux 4 (AF4)

- Tous les matchs du championnat de France des clubs, quelle que soit la division, sauf le Top 12 et top 12F,
- Tous les matchs locaux, départementaux, régionaux,
- Tous les tournois fermés (sans joueurs classés FIDE) et tous les matchs joués au système de Scheveningen (sans joueurs classés FIDE),
- Toutes les coupes locales, départementales, régionales,
- Coupes Fédérales jusqu'aux demi-finales, et la Coupe de France jusqu'aux huitièmes de finales,
- Compétitions jeunes (sauf celles qui nécessitent des appariements au système suisse),
- Tournois internes des clubs pouvant être comptabilisés pour le Elo national ou le Elo rapide.

Arbitres Fédéraux Jeunes (AFJ)

- Compétitions jeunes et scolaires sous la responsabilité d'un « tuteur » AF4 ou plus selon le type de compétition.

ARTICLE 29 : DÉROGATIONS

Certaines dérogations sont accordées dans les cas suivants :
les animateurs titulaires du DAFFE ou d'un diplôme équivalent sont habilités à arbitrer les phases départementales et académiques des championnats scolaires.

Les arbitres-candidats et arbitres-stagiaires (voir définition dans les articles 10 et 11 du présent règlement intérieur) ne peuvent arbitrer qu'en qualité d'arbitre adjoint. Ils peuvent toutefois, à titre exceptionnel, officier occasionnellement en qualité d'arbitre titulaire en faisant fonction d'arbitre fédéral 4, s'ils ont reçu un avis favorable de la part de leur Directeur Régional d'Arbitrage.

Un arbitre fédéral 4 peut, à l'occasion de certains tournois locaux (comme par exemple le tournoi interne d'un club) faire fonction d'AF3 et utiliser le logiciel d'appariements au système suisse. Il le fait sous la responsabilité du Directeur Régional de l'Arbitrage, qui est la seule personne habilitée à attribuer cette dérogation.

Une dérogation peut être accordée, au cas par cas, par le Directeur Régional de l'Arbitrage afin de permettre occasionnellement aux jeunes AF4 âgés de moins de 18 ans d'officier dans n'importe quelle compétition dévolue aux AF4.

Le DRA peut également accorder à un AF3 agréé FIDE qu'il jugera très compétent, l'autorisation d'arbitrer en tant qu'arbitre principal lors de compétitions homologuées FIDE sans possibilité de normes.

ARTICLE 30 : LES OBLIGATIONS POUR LES CLUBS

Les obligations pour les clubs d'avoir un arbitre AF1, AF2, AF3 ou AF4 sont définies dans le Livre de la Fédération.

ARTICLE 31 : LES SANCTIONS

Les sanctions concernant le non-respect de l'article 30 sont du ressort de la Commission Technique.

ARTICLE 32 : ARBITRAGE DES MATCHS ET DES COUPES FÉDÉRALES

Le titre des arbitres ainsi que leur désignation est définie dans le Livre de la Fédération, dans le respect de l'article 28 du présent règlement intérieur.

TITRE VII : LA CHARTE DE L'ARBITRAGE ET LA COMPETENCE DISCIPLINAIRE

ARTICLE 33 : LA CHARTE DE L'ARBITRAGE

La Charte de l'Arbitrage définit les devoirs réciproques des arbitres et des organisateurs.

33.1 Les devoirs de l'arbitre

- Respecter et faire respecter les règles et les règlements
- Jouer un rôle pédagogique lorsque cela est nécessaire
- Composer, le cas échéant, en accord avec l'organisateur, une Commission des litiges (nombre impair de personnes, faire figurer dans cette liste à la fois des titulaires et des suppléants) habilitée à examiner les appels des joueurs, convoquer cette Commission lorsque l'appel est recevable
- Officier avec calme, dans un esprit de modération, d'ouverture et de conciliation, conformément à ce que préconise la FIDE
- Jouer un rôle de conseiller technique avant le tournoi (par exemple : rédaction du règlement intérieur en collaboration avec l'organisateur)
- Veiller au confort matériel et moral des joueurs en signalant à l'organisateur toute anomalie susceptible de perturber les compétiteurs, et l'aider à trouver des solutions appropriées, veiller à ce que la liste des prix soit affichée dès la première moitié du tournoi, s'assurer du bon affichage des informations techniques obligatoires : liste des joueurs par Elo décroissant, appariements, classement général et grille américaine ronde après ronde, règlement intérieur du tournoi, composition de la Commission des litiges.
- Refuser la pratique du « bye » dans les tournois au système suisse homologués par la F.F.E (les joueurs arrivant après l'appariement de la première ronde pourront néanmoins s'inscrire pour commencer le tournoi à partir de la seconde, mais avec 0 point),
- Refuser de « diriger » les appariements, ne pas céder face aux pressions de joueurs désirant réaliser une norme ou une performance et sollicitant à cette fin une transgression des règlements, ne procéder à aucune protection de familles ou de clubs transgressant le texte FIDE C04
- Si les appariements sont accélérés, le préciser clairement dans le règlement intérieur du

tournoi. Rappel : l'accélération est la seule digression mineure du C04 autorisée dans le cadre des tournois au système suisse homologués par la F.F.E.

- Faire preuve de ponctualité et de disponibilité, être présent en salle de jeu durant les rondes et faire preuve de vigilance, s'assurer que les joueurs ne parlent pas de leur partie en cours, prendre toutes les dispositions utiles pour prévenir et éviter les attitudes non-sportives, et sanctionner les fautifs si nécessaire
- Après le tournoi, assumer ses responsabilités administratives : rédiger et envoyer le rapport technique en se conformant aux directives de l'organigramme de gestion des tournois et en ne négligeant aucun élément de la « check-list » des arbitres fédéraux
- Avant la fin du tournoi, établir une facture concernant les droits d'homologation. Transmettre le chèque à la F.F.E avec le rapport technique, faute de quoi le tournoi ne pourra pas être traité
- Considérer l'organisateur comme le Directeur du tournoi, travailler à ses côtés et avec les membres de son équipe dans un esprit constructif, ne jamais perdre de vue qu'il s'agit dans la plupart des cas d'un bénévole, tout mettre en œuvre pour que la manifestation échiquéenne dont il s'occupe soit un succès
- Représenter dignement la FFE sur les lieux du tournoi

33.2 Les devoirs de l'organisateur

- Considérer l'arbitre comme le représentant de la F.F.E
- Offrir aux joueurs de bonnes conditions de jeu : matériel approprié, aire de jeu, salle d'analyses, chauffage, toilettes, etc...
- S'occuper de la mise en place du matériel, préparer la salle en tenant compte des conseils de l'arbitre
- Offrir de bonnes conditions de travail à l'équipe d'arbitrage : bureau indépendant, ou, à défaut, leur préparer une zone non accessible au public et aux joueurs (sauf autorisation), qui doit être clairement identifiée
- Etre présent (ou se faire représenter) sur les lieux du tournoi afin de régler sans tarder les éventuels problèmes matériels
- N'exercer aucune pression sur l'arbitre visant à diriger les appariements ou à transgresser le moindre règlement, ne pas intervenir dans les décisions relevant exclusivement de l'arbitrage
- Respecter le barème d'indemnisation de l'arbitrage et régler les notes de frais des arbitres avant le début de la dernière ronde, refuser de payer aux arbitres toute somme qui serait supérieure à celle obtenue grâce à la stricte application du barème fédéral, et signaler directement tout problème de ce type à la Direction Nationale de l'Arbitrage
- Respecter les quotas suivants : 1 arbitre par tranche de 100 joueurs (exemples : tournoi dont le nombre de participants est inférieur ou égal à 100 joueurs : 1 arbitre. Tournoi de 101 à 200 joueurs : 1 arbitre principal + 1 adjoint, tournoi de 201 à 300 joueurs : 1 arbitre principal + 2 adjoints)
- Prendre en charge les licences sur place (état-navette et chèques à envoyer au plus tard le lendemain de la fin du tournoi au siège fédéral)
- Verser à l'arbitre principal avant la fin du tournoi le montant des droits d'homologation (facture établie par l'arbitre, chèque à faire à l'ordre de « Fédération Française des Echecs »)

ARTICLE 34 : LA COMPÉTENCE DISCIPLINAIRE

34.1 Compétence disciplinaire d'un arbitre sur les lieux du tournoi

Un arbitre fédéral peut être amené à infliger des pénalités, conformément au dispositif décrit dans l'article 12.9 des règles du jeu de la FIDE : du simple avertissement oral (conseil ou réprimande) jusqu'à l'expulsion du tournoi.

Au-delà de ces mesures à caractère sportif, un arbitre peut aussi solliciter une sanction à l'encontre d'un joueur. Il se conformera alors aux directives du Règlement Disciplinaire en particulier à **sa section I** « Disposition communes aux organes disciplinaires de première instance et d'appel ».

34.2 Compétence disciplinaire du Directeur des Titres Tournois et Sanctions

Tout avertissement écrit donné à un joueur par un arbitre est archivé pendant 2 ans par le Directeur

des Sanctions. Le deuxième avertissement donné au même joueur entraîne une suspension individuelle de participer aux compétitions homologuées.

de 8 mois pour 2 avertissements écrits donnés sur une période de 1 an.

de 4 mois pour 2 avertissements écrits donnés sur une période de 2 ans.

L'avertissement est remis au joueur et affiché dans la salle de jeu. Si le joueur est absent, l'arbitre se charge d'informer le joueur averti par courrier électronique ou postal.

Le joueur a la possibilité de faire appel de l'avertissement dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception, devant la commission d'appel sportif. L'appel a un caractère suspensif. Lorsque la décision concernant le 2e appel est définitive, elle est publiée dans le Bulletin des Arbitres et communiquée au service gestionnaire des fichiers des licenciés pour diffusion de la liste des suspendus en annexe à ces fichiers.

A l'occasion des tournois homologués, tout forfait fait l'objet d'une enquête de la part de l'arbitre principal. Si le joueur ne répond pas de façon satisfaisante à la demande d'explications envoyée par l'arbitre principal, l'arbitre demande au Directeur des Sanctions l'application de la procédure de « suspension automatique de compétition », d'une durée de 3 mois.

Le Directeur des Sanctions se charge d'informer le joueur suspendu (par courrier électronique ou postal) son président de club et son DRA. Le joueur a la possibilité de faire appel dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception, devant la commission d'appels sportifs. L'appel a un caractère suspensif. Lorsque la décision est définitive, elle est publiée dans le Bulletin des Arbitres et sur le site de la FFE rubrique DISCIPLINE.

34.3 Compétence disciplinaire de la Direction Nationale de l'Arbitrage

La D.N.A. examine les plaintes déposées par les licenciés contre un arbitre. Après examen des circonstances et arguments du plaignant et de l'arbitre, elle décide ou non de l'engagement de poursuites contre l'arbitre auprès du Bureau Fédéral.

Si un arbitre ne respecte pas les règlements en vigueur, s'il transgresse la Charte de l'Arbitrage, ou bien s'il commet des fautes répétées, intentionnellement ou par incompétence, la D.N.A. peut alors infliger un blâme ou un avertissement. Elle peut aussi suspendre temporairement ou définitivement sa licence d'arbitre, après avoir entendu les intéressés. La décision de la DNA (envoyée à l'arbitre concerné par courrier électronique ou postal) est sans appel.

La D.N.A. examine les rapports défavorables rédigés par les superviseurs. Si un arbitre a reçu un ou deux rapports défavorables (voir article 4.3) la D.N.A. est habilitée à infliger un avertissement ou un blâme, à prononcer une suspension provisoire ou définitive de sa licence d'arbitre, après avoir entendu les intéressés. La décision de la DNA (envoyée à l'arbitre concerné par courrier électronique ou postal) est sans appel.

TITRE VIII : CHARTE DU JOUEUR D'ECHECS

RESPECTER LES REGLES

Les parties se jouent conformément aux règles du jeu telles qu'elles sont définies et adoptées par la Fédération Internationale des Echecs et par la Fédération Française des Echecs. Elles doivent être appliquées de bonne foi.

Le résultat de la partie ou du match doit être acquis loyalement, sans bafouer l'éthique sportive et ne doit donc pas découler d'une quelconque négociation. Les comportements susceptibles de porter préjudice à un autre compétiteur ou de nature à jeter le discrédit sur notre sport sont totalement prohibés.

Une proposition de nullité est toujours inconditionnelle. Le partage du point par accord mutuel ne doit pas résulter de considérations dont les tenants et les aboutissants se situent hors du contexte sportif et ne peut intervenir qu'à l'occasion d'un réel affrontement sur l'échiquier.

RESPECTER L'ADVERSAIRE

Respecter l'adversaire, c'est refuser de jouer en ayant recours à des moyens illégaux, à des sources d'informations extérieures, à la tricherie.

Respecter l'adversaire, c'est éviter de le distraire ou de le déranger de quelque manière que ce soit.

Respecter l'adversaire, c'est s'adresser à lui en des termes toujours courtois et polis.

RESPECTER L'ARBITRE

En participant à une compétition homologuée, le joueur accepte de jouer sous le contrôle d'un arbitre disposant de toute l'autorité nécessaire pour veiller à l'application des règles du jeu.

Garant du respect des règlements fédéraux et du respect de l'esprit sportif, l'arbitre est un représentant officiel de la F.F.E sur les lieux du tournoi.

Face à une décision de l'arbitre en cours de jeu, le joueur ne peut qu'obtempérer. Il peut interjeter appel oralement dans l'instant, mais dès que possible il déposera sa réclamation par écrit selon des modalités qui doivent lui être expliquées par le corps arbitral.

RESPECTER L'ORGANISATEUR

Chaque joueur doit concourir à la bonne tenue de la compétition.

L'inscription à une compétition homologuée implique l'acceptation des dispositions définies par le Règlement Intérieur affiché dans l'aire de jeu.

Les réclamations concernant l'organisation ne sont recevables que si elles sont formulées correctement.

Le compétiteur qui transgresse la Charte du joueur d'échecs dans le cadre d'un événement homologué s'expose à des pénalités sportives ou à des sanctions disciplinaires. En s'inscrivant à une compétition organisée sous l'égide de la Fédération Française des Echecs, le joueur s'engage à respecter la présente Charte adoptée par la F.F.E le 21 juin 2003, le Code de l'Éthique » amendé par la F.I.D.E en 1996 au Congrès d'Erevan ainsi que le « Code du Sportif » édicté par l'Association Française pour un Sport sans Violence et pour le Fair-play (A.F.S.V.F.P).

CHARTRE DU JOUEUR D'ÉCHECS*

JE RESPECTE LES RÈGLES

- *Les règles doivent être appliquées de bonne foi.*
- *Le résultat de la partie doit être acquis loyalement.*

· Une proposition de nullité ne doit intervenir qu'à l'occasion d'un **réel affrontement sur l'échiquier**.

JE RESPECTE L'ADVERSAIRE

- Respecter l'adversaire, c'est accepter de jouer contre lui **sans préjugés**.
- Respecter l'adversaire, c'est refuser de jouer en ayant recours à la **tricherie**.
- Respecter l'adversaire, c'est **éviter de le déranger**.
- Respecter l'adversaire, c'est être **poli**.

JE RESPECTE L'ARBITRE

- L'arbitre dispose de toute **l'autorité** nécessaire pour veiller à l'application des règles du jeu.
- L'arbitre est le **représentant officiel de la F.F.E** sur les lieux du tournoi.
- Face à une décision de l'arbitre en cours de jeu, le joueur doit **obtempérer** mais il peut déposer un **appel**.

JE RESPECTE L'ORGANISATEUR

- Le joueur **concourt à la bonne tenue** de la compétition.
- Le joueur se conforme au **Règlement Intérieur** affiché dans l'aire de jeu.
- Le joueur d'échecs est **un sportif** !

NE PAS RESPECTER CETTE CHARTE, C'EST S'EXPOSER

À DES PÉNALITÉS SPORTIVES OU À DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

** version abrégée. Pour prendre connaissance de la version officielle et complète, veuillez prendre contact avec l'arbitre du tournoi.*

Déontologie des Arbitres en 10 points

L'Arbitre s'engage à :

1. Connaître avec précision et appliquer les règles et règlements ;
2. Être juste et impartial et communiquer clairement ses décisions ;
3. Suivre les formations pour avoir les connaissances et maintenir les compétences qui répondent aux exigences de son niveau de pratique et de perfectionnement ;
4. Être bien préparé pour chaque compétition (condition physique optimale, ponctualité, disponibilité, tenue vestimentaire et équipement appropriés...) ;
5. Être et demeurer exemplaire en toutes circonstances, dans et au dehors de l'aire sportive ;
6. Être respectueux de tous les acteurs de la compétition (compétiteurs, entraîneurs, organisateurs, spectateurs, média, officiels,...) ;
7. S'interdire toutes les critiques ou commentaires préjudiciables envers d'autres arbitres ou l'institution d'appartenance ou ses membres, par quelque moyen que ce soit (oral, écrit, article publié, twitter, forums internet, blogs, sites de réseaux sociaux,...) ;
8. Avoir un comportement irréprochable (ne pas consommer de l'alcool ou fumer en étant en fonction, ne pas utiliser de drogues illicites, éviter une proximité inappropriée avec des compétiteurs, ...) ;
9. S'interdire tout conflit d'intérêt (interdiction de participer à des paris sportifs sur la compétition, refuser tout cadeau d'une valeur inappropriée et toute rémunération indue, ...) ;
10. Faire preuve d'un esprit de sportivité et promouvoir les aspects positifs du sport tels que le fair-play.

Serment de l'Arbitre aux Jeux Olympiques :

« Au nom de tous les juges et officiels, je promets que nous remplirons nos fonctions pendant ces Jeux Olympiques en toute impartialité, en respectant et en suivant les règles qui les régissent, dans un esprit de sportivité. »